



## **Face à la crise mondiale : refonder le modèle européen**

L'Europe est en crise. Crise politique, crise monétaire et financière, crise de légitimité et crise économique, combinant endettement public, croissance atone et montée du chômage dans des proportions jusque là inégalées. Sous la pression des marchés financiers, la crise grecque a plongé la zone Euro dans la tourmente et menace, par contagion, l'édifice européen.

Or, cette crise sera très difficile à résoudre dans la mesure où l'Europe ne dispose pas des instruments de politique économique nécessaires pour faire face à la gravité de la situation actuelle : ni gouvernement économique, ni solidarité budgétaire, ni politique fiscale commune, ni volonté de réguler les marchés ... Si l'annonce du plan de stabilisation européen de 750 milliards d'euros et l'intervention de la BCE sur les marchés obligataires marque un fléchissement des options suivies jusque là, cela ne saurait suffire. En effet, la traduction concrète sera de donner encore plus de pouvoir à la BCE pour imposer l'austérité partout au nom de la réduction des déficits publics.

Or, ces plans d'austérité déjà annoncés dans de nombreux pays européens (Grèce, Espagne, Grande-Bretagne, Portugal, Allemagne France etc.) vont aggraver la situation en contractant la demande intérieure et le commerce intra-européen. « Pas besoin d'être prophète pour annoncer que le ralentissement organisé, d'une extension et d'une intensité inouïes dans l'histoire européenne, va avoir des conséquences récessionnistes comme on n'en a jamais vues » (F. Lordon). Et J. Stiglitz d'ajouter : « Nous savons, depuis la grande dépression des années 30, que ce n'est pas ce qu'il faut faire ».

Face à cette situation, il est devenu urgent que les Verts, à l'échelle de l'Europe, s'emparent de ces questions et proposent des solutions susceptibles de redonner du sens au modèle économique et social européen. Le moment est venu de contester l'efficacité « d'un pacte de stabilité et de croissance », qui génère des politiques, qui favorisent la stabilité même en temps de ralentissement économique, et de le remplacer d'urgence par d'un plan alternatif social et d'écodéveloppement en élargissant sa mission des simples finances publiques au champ des politiques sociales et de l'emploi. La relance par les finances publiques semble également nécessaire, afin de soutenir une restructuration économique dans les secteurs qui concernent les grands enjeux écologistes de notre temps. Les besoins de l'économie européenne sont à la mesure des défis du XXI<sup>e</sup> siècle : faire une reconversion écologique de l'économie, restaurer la biodiversité, lutter contre le changement climatique, éradiquer les inégalités sociales, développer la société de la connaissance, etc.

**Le Cnir décide, en lien avec les commissions concernées, les élus européens et régionaux, d'engager une vaste réflexion à l'échelle de l'Europe et des régions, sur les perspectives d'évolution du modèle européen au regard de la crise économique et sociale ; monétaire et financière actuelle.**

**Cette réflexion devra aborder :**

- **les mesures à développer pour refonder le modèle européen afin d'arriver à un plan alternatif social et d'écodéveloppement;**
- **le cadre macro-économique nécessaire pour la transformation écologique de l'économie, qui propose une alternative viable, vivable et équitable;**

**et plus particulièrement dans le domaine monétaire et financier :**

- **la fermeture des marchés de gré à gré sur CDS, l'interdiction des ventes à découvert, un réel contrôle de tous les marchés, la suppression effective des paradis fiscaux en commençant par ceux de la zone Euro, la mise sous contrôle des établissements de crédit qui spéculent, y compris contre l'Euro et les membres de la zone Euro ;**
- **la gouvernance monétaire européenne et le contrôle de la BCE et de la BEI par une application sérieuse des clauses donnant des pouvoirs aux instances politiques ;**
- **la mise en place de mécanismes favorisant la solidarité entre territoires par une intégration budgétaire européenne de grande ampleur.**
- **La mise en place d'aide à l'économie réelle par les canaux des instances politiques régionales et la mobilisation des fonds européens en faveur de l'économie sociale et solidaire.**

**Le Cnir appelle à une réunion du PVE pour traiter de ces questions et proposer à l'échelle de l'Europe, des initiatives associant les mouvements sociaux, les ONG, les syndicats, etc.**

**Un atelier des journées d'été sera consacré à l'ensemble de ces questions dans la vue d'un texte commun européen à voter au Conseil du PVE en octobre.**